



Session extraordinaire de l'Assemblée générale

Débat général (VTC)

Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la lutte contre la corruption

General Assembly Special Session against Corruption

New York, du 2 au 4 juin 2021

Message vidéo du conseiller fédéral Ignazio Cassis
Chef du Département fédéral des affaires étrangères

Monsieur le Président

Mesdames et Messieurs

Comment renforcer la lutte contre la corruption? J'ai l'honneur de vous présenter le point de vue de la Suisse.

La Confédération suisse est un Etat de droit, redevable à ses citoyennes et citoyens, et qui jouit de leur confiance. Cette confiance est très précieuse. Or, il suffit un scandale de corruption pour la mettre en péril.

Il y a quelques mois, le gouvernement suisse a adopté sa stratégie contre la corruption. Ce n'est certes pas le début de la lutte contre la corruption dans mon pays : le souci de veiller à ce que l'Etat reste au service du peuple est bien plus ancien. Mais j'ai voulu cette stratégie pour expliciter les buts et nous accorder sur les mesures à prendre.

La Suisse connaît une longue tradition démocratique et une claire séparation des pouvoirs. Notre constitution et culture politique évitent la concentration du pouvoir autant que possible, car cette concentration peut favoriser la corruption. Une démocratie solide et la garantie des libertés fondamentales de tout un chacun permettent également au peuple de critiquer, voire de corriger, les erreurs que nous, les dirigeants, peuvent commettre. Tous ces mécanismes contribuent à la bonne gouvernance. Pour la Suisse, c'est la base sur laquelle repose la prévention de la corruption.

Monsieur le Président,

Nous nous félicitons des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Pourtant, le processus d'examen par pays montre que beaucoup reste à faire et que les États parties sont encore loin de réaliser le potentiel entier de cet instrument. C'est pourquoi la

Suisse partage la volonté des Nations Unies de redoubler les efforts dans la prévention et la lutte contre la corruption.

Ceci correspond aux attentes de nos sociétés et aux promesses de l'Agenda 2030. C'est souvent les plus pauvres les plus touchés par la corruption: ceux qui, sans payer de pot-de-vin, ne peuvent pas enregistrer leurs enfants à l'école, ni avoir accès aux soins de santé.

La corruption à grande échelle épuise les coffres de l'Etat dans certains pays. Et nous comprenons la frustration de la population qui se voit privée de ses richesses et de perspectives de développement. Ces gens veulent restaurer la justice.

La Suisse est donc active dans la poursuite pénale de la corruption et elle coopère dans le recouvrement des avoirs volés. Et je souligne le mot « coopère ». Car le recouvrement d'avoirs est un effort commun de plusieurs pays pour arracher aux criminels leurs biens mal acquis.

C'est ainsi que la Suisse a déjà pu confisquer et restituer des milliards de dollars aux pays d'origine et nous allons continuer à développer les bonnes pratiques en la matière. Les potentats corrompus ne trouveront pas de « safe haven » dans notre pays.

La Suisse restera fidèle à ses obligations internationales et, dans le respect de son Etat de droit, participera aux efforts des Nations Unies en faveur de la bonne gouvernance.

Merci pour votre attention.

Unofficial translation

Mr President,

Ladies and gentlemen,

What can we do to strengthen the fight against corruption? I am honoured to present Switzerland's perspective on this issue.

The Swiss Confederation is a state governed by the rule of law that is accountable to its citizens and enjoys their trust. This trust is an invaluable asset. But a single corruption scandal is all it takes to jeopardise it.

A few months ago, the Swiss government adopted its first anti-corruption strategy. This is by no means the beginning of Switzerland's fight against corruption: we have long sought to ensure that the state remains at the service of the people. I commissioned the strategy in order to explain our goals and to set out the measures to be taken.

Switzerland has a long democratic tradition and a clear separation of powers. Our constitution and political culture avoid a concentration of power where possible, for we know that such concentration can lead to corruption. Moreover, where democracy is strong and everyone's fundamental freedoms are guaranteed, citizens can criticise and even rectify the mistakes that we, their elected leaders may commit. All these mechanisms contribute to good governance. For Switzerland, the prevention of corruption rests on this foundation.

Mr President,

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

We welcome the progress made in the implementation of the UN Convention against Corruption. Nevertheless, the country review process shows that much remains to be done and that the states parties are still far from realising the Convention's full potential. That is why Switzerland shares the United Nations' commitment to redouble our efforts to prevent and combat corruption.

This is in line with our societies' expectations and with the promise of the 2030 Agenda. It is the poorest who are most affected by corruption: people who without paying a bribe cannot enrol their children in school or access healthcare.

Large-scale corruption is draining state coffers in a number of countries. We understand the frustration of people who see their country stripped of wealth and prospects for development. These people want justice restored.

This is why Switzerland is actively engaged in the criminal prosecution of corruption and cooperates in the recovery of stolen assets. I emphasise the word 'cooperates' because asset recovery is a joint effort by several countries to deprive criminals of their ill-gotten gains.

Switzerland has already successfully confiscated and returned billions of dollars to countries of origin, and we will continue to build on good practices in this area. Corrupt dictators will not find a safe haven in our country.

Switzerland will continue to honour its international obligations, and while upholding the rule of law, participate in the United Nations' efforts to promote good governance.

Thank you for your attention.